

ANGOLA

Dans l'ombre du père

Jusque-là discrète, l'ascension de **José Filomeno de Sousa dos Santos**, fils du chef de l'État, s'est accélérée avec sa nomination à la tête du fonds souverain du pays.

Il vient de passer de l'ombre à la lumière. Du statut de discret membre de la famille présidentielle à celui de personnalité publique. Le 21 juin, José Filomeno de Sousa dos Santos, 35 ans, a été officiellement nommé à la tête du fonds souverain de l'Angola, lancé en octobre 2012 et doté de 5 milliards de dollars. Une grande (et première) responsabilité publique pour le fils de José Eduardo dos Santos, lui-même à la tête du pays depuis trente-trois ans.

À Luanda, la nouvelle n'a pas provoqué beaucoup de réactions. Ni dans la presse ni dans la rue. Et pour cause : l'arrivée de « Zénu » – le surnom de José Filomeno – à la tête du Fundo soberano de Angola n'a surpris personne. « Cette nomination n'est qu'une confirmation, commente un membre de la société civile angolaise. Dans les faits, le fils du chef de l'État avait déjà plus ou moins le contrôle du fonds d'investissement. » Explication : le fonds



▲ À 35 ans, il va gérer 5 milliards de dollars.

était dirigé par un ancien conseiller économique du président dos Santos, Armando Manuel, épaulé par deux administrateurs : José Filomeno et Hugo Gonçalves, un ex-cadre de la Standard Bank Angola. Mais en mai dernier Manuel a été propulsé à l'influent poste de ministre des Finances. Depuis, la place à la tête du fonds était officiellement vacante, mais beaucoup

pensaient que la voie était toute tracée pour le fils du président.

« Cette nomination confirme, s'il était nécessaire, l'emprise de la famille dos Santos sur le pays, mais elle est surtout le début d'une manœuvre visant à en faire le successeur du président », affirme l'activiste anticorruption Rafael Marques. « L'objectif de José Eduardo dos Santos

LES ENFANTS DU PRÉSIDENT

Isabel,

dite « la princesse »

Née en 1973 à Bakou, elle est le fruit du premier mariage de José Eduardo dos Santos, avec Tatiana Koukanova, rencontrée alors qu'il étudiait dans l'ex-URSS. Début 2013, le magazine *Forbes* l'a classée première femme africaine milliardaire, dressant la liste de ses nombreuses sociétés en Angola et au Portugal. Comme son père, elle n'accorde quasiment jamais d'interview.

José Filomeno,

dit « Zénu »

Welwitschia,

dite « Tchizé »

C'est la plus expansive de la famille, aimant se faire prendre en photo. « Tchizé » est la fille de dos Santos et de Maria Luisa Abrantes, qui dirige la puissante Agence nationale pour l'investissement privé. Formée aux États-Unis, elle est à la tête d'une des chaînes de la télévision publique (TPA 2) et de deux magazines people. Éluée députée en 2008 et 2012, elle n'a jamais vraiment siégé.

José Paulino,

dit « Coreon Du »

C'est l'artiste de la famille, plus connu sous son nom de chanteur : « Coreon Du ». José Paulino Eduardo dos Santos, l'autre fils de Maria Luisa Abrantes, se pose en promoteur du kuduro, une musique mêlant rap, électro et rythmes africains. Petit frère de « Tchizé », il dirige avec elle la société de production audiovisuelle Samba Comunicação, qui conçoit publicités et programmes pour la télévision publique. « Coreon Du » a notamment créé plusieurs émissions de télé-réalité et de nombreux spectacles musicaux ou de mode.

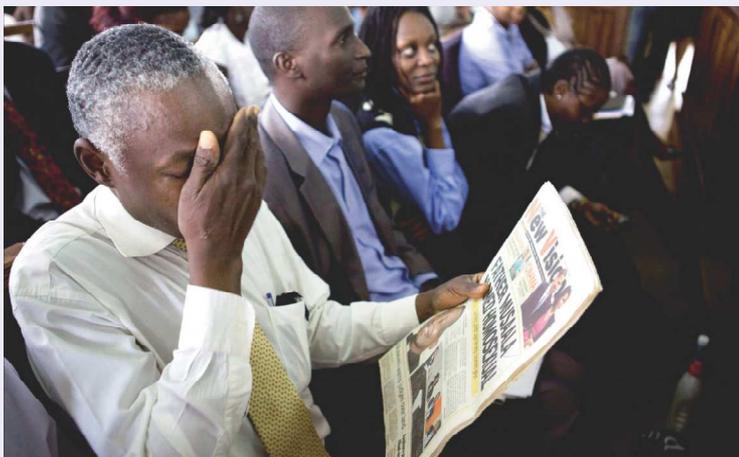
Eduane Danilo, Joseana et Eduardo Breno Lemos

Ce sont les trois enfants issus du dernier mariage du président angolais avec Ana Paula Cristóvão de Lemos, une ancienne hôtesse de l'air, aujourd'hui première dame du pays.

est de donner une visibilité à son fils en le présentant comme un gestionnaire des ressources du pays disposant de contacts à l'étranger. À terme, il s'agit de prouver qu'il est compétent pour gérer l'Angola », renchérit Justino Pinto de Andrade, économiste et membre d'un petit parti d'opposition. « Viendra ensuite le temps de nommer José Filomeno ministre, glisse encore un observateur du monde politique. Et Zénu sera bientôt considéré comme apte à prendre la suite de son père. » Une perspective qui contredit ceux qui voyaient en Manuel Vicente, l'ancien puissant patron de la compagnie nationale de pétrole (Sonangol) devenu vice-président du pays, le successeur de l'actuel chef de l'État.

Pour l'instant, le jeune dos Santos est inconnu du grand public. « On ne sait rien de lui, excepté le fait qu'il est le "fils de" », note Siona Casimiro, rédacteur en chef du quotidien *O Apostolado*. Marié et père de trois filles, José Filomeno est un homme réservé. Sa mère, une diplomate angolaise, rencontre son père lorsque celui-ci n'est encore que ministre des Relations extérieures du président Agostinho Neto. Zénu passe son enfance et une partie de son adolescence à Luanda, puis suit sa mère au gré de ses affectations. Il étudie la finance et la gestion à l'université de Westminster avant de devenir trader à Londres.

SUCCESSION. Au début des années 2000, il décide de rentrer à Luanda. « J'ai suivi ma mère quand j'étais jeune, nous avait-il expliqué en février dernier. Mais je n'ai jamais pensé vivre ailleurs qu'en Angola. » De retour au pays, il travaille dans les assurances, le transport et la banque, notamment au sein de l'établissement privé Kwanza Invest, dont il est membre du conseil d'administration. Interrogé sur sa nomination au poste d'administrateur du fonds souverain, il avait mis en avant sa formation et son expérience, avant d'insister sur son engagement à « le gérer de manière transparente et rationnelle ». « C'est ma mission et elle me satisfait amplement. Je n'ai pas d'ambition politique », avait-il assuré, affirmant n'avoir jamais abordé avec son père la question de sa succession. Peu loquace sur ses relations avec ce dernier comme avec ses frères et sœurs, il avait fini par confier : « Quand nous sommes en famille, nous ne parlons pas de nos activités professionnelles. Nous prenons des nouvelles des uns et des autres, de nos enfants. » ● **ESTELLE MAUSSION, à Luanda**



BÉNÉDICTE DESRUIS/SIPA

▲ « Dénonciation » d'homosexuels à la une du *New Vision*, journal ougandais.

HOMOPHOBIE DE PIRE EN PIRE

C'est l'histoire de David Kato, défenseur des minorités sexuelles, battu à mort en janvier 2011 à Kampala après qu'un tabloïd a publié son nom et sa photo, appelant ses lecteurs à « pendre » les homosexuels. C'est l'histoire de Fanny Ann Eddy, assassinée en 2004 en Sierra Leone à cause de son orientation sexuelle. C'est l'histoire de cet autre Sierra-Léonais, battu et fouetté à son domicile, le mois dernier, après qu'un journal local a révélé son homosexualité. Des histoires tragiques mais fréquentes en Afrique, écrit l'ONG Amnesty International dans un rapport publié le 25 juin. Dans trente-huit pays du continent, l'homosexualité est encore considérée comme un crime. En Ouganda, au Liberia et au Nigeria, les Parlements réfléchissent au moyen de durcir leur appareil législatif. Et bien souvent, poursuit Amnesty, « les leaders politiques s'en prennent à l'homosexualité pour faire oublier leur piètre bilan en matière de droits de l'homme, [pour faire oublier] les discriminations et les violences contre les femmes, la corruption et l'absence de liberté de la presse ». ●

RWANDA POUVAIT-IL NE PAS SAVOIR ?

Sale temps pour Paul Barril. Le 26 juin, le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire après une plainte de plusieurs ONG qui accusent cet ex-officier de la gendarmerie française de « complicité de génocide » pour un contrat d'assistance militaire passé avec Kigali en 1994. Barril ne pouvait « ignorer les conséquences d'un tel accord », estiment les plaignants.

MALI MEA CULPA

De quoi s'excuse-t-il ? Difficile à dire. Mais le 26 juin, lors d'une cérémonie de réconciliation entre factions militaires rivales à Bamako, « le capitaine Sanogo

[auteur du putsch de mars 2012 contre le président Amadou Toumani Touré] a demandé pardon au peuple malien », selon le porte-parole de l'armée.

GOLFE DE GUINÉE À L'ABORDAGE !

Parce que les actes de piraterie sont désormais plus nombreux au large de l'Afrique de l'Ouest que dans le golfe d'Aden et que les pays de la zone y perdent chaque année près de 2 milliards de dollars, treize chefs d'État se sont réunis à Yaoundé les 24 et 25 juin dans le cadre d'un sommet sur la sécurité maritime. Ils ont entre autres décidé de la création d'un centre régional de coordination de la lutte contre la piraterie, qui sera basé au Cameroun.